

## LES « ENGAGEMENTS PRÉSIDENTIELS » DU FN DES PROMESSES APPAREMMENT FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS MAIS FONDAMENTALEMENT PATRONALES

Les 144 propositions du FN pour la campagne présidentielle de 2017 confirment, une fois de plus, que le parti d'extrême droite ne change pas, ni sur le fond ni dans sa démarche.

Suite à la présentation de ces propositions, le « programme » du FN a été retiré de son site. Ne figurent plus dans la rubrique « Le projet » que les 144 « engagements présidentiels » de Marine Le Pen.

Il s'agit d'une ébauche de « programme », par ailleurs peu chiffrée et qui pourrait être modifiée au gré des circonstances.

Sur les questions économiques, on y retrouve, pêle-mêle, des promesses tantôt adressées aux salariés (hausse du pouvoir d'achat, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), tantôt adressées au patronat et aux riches (baisse de l'impôt sur les sociétés, réduction des cotisations sociales des employeurs...). Mais sur le fond, les propositions du parti d'extrême droite s'inspirent d'une logique profondément patronale.

Le FN ne fait pas de proposition concrète pour le financement de la plupart de ses mesures adressées aux salariés. Par conséquent, son positionnement relève plutôt de la posture. En revanche, il prend des engagements fermes à l'égard des propriétaires des entreprises et des plus fortunés.

Sur le fond, le FN demeure un parti pro-capitaliste, anti-immigré, xénophobe et ségrégationniste : nulle part le système d'exploitation capitaliste n'est mis en cause. Au contraire, plusieurs « engagements » confirment l'attachement du parti d'extrême droite à ce système.

### Vieilles idées habillées différemment

Vieux mot d'ordre cher au parti d'extrême droite, la « préférence nationale » ne figure pas en tant que telle dans ses « nouvelles propositions ». Elle transparait cependant à travers plusieurs mesures :

- l'inscription dans la Constitution de la « priorité nationale » qui consiste à donner la priorité – voire l'exclusivité – aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. ;
- l'instauration d'une « taxe sur l'embauche de salariés étrangers » ;
- la suppression de l'aide médicale d'État (AME) pour les « étrangers sans papiers » ;
- la suppression du droit du sol...
- De la même manière, la « sortie de l'euro » ne figure plus explicitement parmi les propositions du FN. Il s'agirait désormais du « rétablissement d'une monnaie nationale, levier de notre compétitivité ».

### Le FN reprend des idées des libéraux tout en les récusant verbalement

Le FN demeure un parti opportuniste et démagogue. Les promesses sont faites en fonction du climat politique et social, sans cohérence entre elles. En effet, la cohérence et la pertinence ne sont pas un souci pour le parti d'extrême droite. La seule chose qui compte pour le FN est de gagner des voix.

- Il prétend ainsi vouloir « rendre 40 milliards d'euros aux Français », en baissant par exemple l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches et en défiscalisant les heures supplémentaires.

Les propositions paraissent en effet séduisantes, au moins pour une partie de la population. Dans la réalité, elles servent de paravent pour camoufler les enjeux de fond et l'attachement du FN aux intérêts du capital.

Ainsi, sous couvert d'une défense des contribuables à revenus modestes, des sujets essentiels comme le renforcement des impôts progressifs, la création de nouvelles tranches d'impôt et la hausse de taux d'imposition des hauts revenus sont escamotés. Pire encore, le FN veut introduire une taxe sur les produits importés, ce qui va peser particulièrement sur le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes. Le FN reprend ici l'idée de « TVA sociale », défendue par les libéraux, en la formulant autrement.

Il en est de même en ce qui concerne la « *défiscalisation des heures supplémentaires* », mesure déjà appliquée par Nicolas Sarkozy, avec de nombreux effets pervers. Ici aussi, prétendant vouloir donner du pouvoir d'achat aux salariés, le FN évacue les questions fondamentales : si les salariés acceptent les heures supplémentaires, c'est parce que leurs salaires sont faibles, du fait de la dévalorisation du travail par les entreprises pour augmenter les profits des actionnaires et des propriétaires. En défendant les heures supplémentaires défiscalisées, le parti d'extrême droite rejoint la droite, les libéraux et les sociaux-libéraux pour qui le travail est un coût qu'il faut réduire.

### « Ripoux contre ripoux »

Une autre preuve de la démagogie et de l'hypocrisie du FN : le parti d'extrême droite bâtit son discours sur « tous pourris » et « contre système ».

Or, son « programme » est élaboré par quelques énarques et hauts-fonctionnaires, issus du « système » que le parti d'extrême droite prétend récuser.

La présidente du FN est elle-même impliquée dans une affaire d'abus de confiance, et le parti d'extrême droite est accusé d'« *abus de confiance et recel, escroqueries en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé* » en lien avec les indemnités versées par le Parlement européen.

Heureusement pour la France et les Français-e-s, le FN n'a pas le pouvoir, car ses pratiques et son bilan dans les endroits où il l'exerce sont désastreux du point de vue social et démocratique.

## SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU TRAVAIL LE FN EST DANS LE CAMP DU CAPITAL

Plusieurs propositions du FN visent à faire croire aux salariés qu'il défend leurs intérêts :

- une hausse de 80 euros par mois pour les salaires inférieurs à 1 500 euros nets ;
- le retrait de la loi El Khomri ;
- le maintien des 35 heures ;
- la retraite à 60 ans au bout de 40 années de cotisations (« retraite à taux plein »).

Dans la réalité, ces promesses ont comme contrepartie des mesures préjudiciables pour les salariés. C'est par exemple le cas d'une taxe de 3% sur les importations, une sorte de « TVA sociale », que le FN veut appliquer en contrepartie de la hausse des salaires ; mesure qui réduit autant le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

C'est aussi le cas du retrait de la loi El Khomri. Par leur forte opposition et mobilisation contre cette loi, les salariés expriment la volonté d'une amélioration de leur situation. Au contraire, le FN veut retirer cette loi pour donner plus de possibilités aux patrons.

Ainsi, le FN veut soumettre les 35 heures à des accords de branche. Or, ceux-ci pourraient ramener le seuil de déclenchement des heures supplémentaires dans un sens défavorable aux salariés. Au lieu de renforcer la loi dans l'intérêt de ces derniers, le parti d'extrême droite les met ainsi à la merci du patronat et des rapports de force qui sont souvent plus favorables aux patrons.

En revanche, le FN garde le silence sur la dégradation des conditions de travail, ou encore sur les droits des salariés, notamment celui d'intervenir sur les choix

de gestion des entreprises. Dans de telles conditions, la sympathie affichée de la présidente du FN à l'égard des femmes salariées précaires relève plutôt d'un effet de style.

En ce qui concerne la retraite à 60 ans, le FN ne propose rien pour son financement. C'est d'autant plus problématique que, conformément aux revendications patronales, le parti d'extrême droite propose une hausse des exonérations de cotisations sociales dites patronales. Il propose même de transformer le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en réduction générale de ces cotisations.

Ces propositions réduisent les recettes de la Sécurité sociale, sans augmenter l'emploi ou réduire le chômage. Or, le financement des retraites nécessite surtout de créer des emplois et d'augmenter les salaires.

Pour assurer la retraite à 60 ans, il faut transformer le mode actuel de cotisations pour inciter les entreprises à créer des emplois et à augmenter les salaires. Ces pistes vont évidemment à l'encontre des intérêts du capital. C'est pourquoi le FN n'en parle pas. Il reprend simplement un mot d'ordre des mouvements progressistes, tout en le vidant de son contenu.

En revanche, il souscrit totalement aux propositions des libéraux et des sociaux-libéraux (qu'il prétend pourtant récuser) en proposant, comme eux, la réduction des cotisations sociales des employeurs. Cela met aussi en évidence la nature démagogique des promesses du FN.

# LES MENSONGES DU FN SUR LE POUVOIR D'ACHAT

Le FN prétend vouloir améliorer le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes principalement par trois moyens :

- une « prime de pouvoir d'achat », de l'ordre de 1 000 euros par an, sur les salaires et les retraites jusqu'à 1 500 euros nets par mois (soit 1,3 fois le Smic) ;
- une réduction de 10% des trois premières tranches de l'impôt sur le revenu ;
- la défiscalisation des heures supplémentaires.

Apparemment profitables aux salariés, ces propositions cachent en fait deux choses : l'hostilité du FN à une véritable valorisation du travail et son engagement vis-à-vis du capital.

### Une « TVA sociale » qui réduit autant le pouvoir d'achat

La première mesure proposée n'est en fait qu'un semblant d'amélioration du pouvoir d'achat, car pour financer cette mesure le FN veut instaurer « une contribution sociale sur les importations de 3% », qui n'est autre que la fameuse « TVA sociale » chère aux libéraux et à Nicolas Sarkozy.

Conformément à sa démarche démagogique, le FN ne mentionne pas que cette nouvelle taxe va conduire à une hausse des prix à la consommation. Par conséquent, le gain de pouvoir d'achat pour les bénéficiaires de la « prime » proposée ne serait pas de 1 000 euros par an, comme le prétend le FN, mais nettement moindre, surtout en tenant compte du fait que les ménages concernés dépensent relativement une part plus importante de leur revenu à des fins de consommation.

### Une baisse de l'impôt sur le revenu, mais une hausse des impôts indirects

S'agissant de la baisse de l'impôt sur le revenu de 10% pour les trois premières tranches, le FN veut surfer sur le fameux « ras le bol fiscal », slogan défendu par les libéraux et les sociaux-libéraux.

Comme les libéraux, le FN alimente la confusion sur les impôts, car il met l'accent sur la baisse de l'impôt sur le revenu, impôt qui n'est acquitté que par la moitié des

contribuables ; en revanche, il compte augmenter un impôt indirect (« TVA sociale ») qui est payé par tout le monde et qui pèse particulièrement plus sur les ménages à revenus modestes. Ce faisant, le parti d'extrême droite évacue le débat fondamental sur la finalité de l'impôt et son usage pour répondre aux attentes et aux besoins des citoyens.

L'expérience montre que la contrepartie de la baisse de l'impôt est la réduction des dépenses publiques utiles (éducation, santé, infrastructures, etc.). Le gain de pouvoir d'achat lié à la baisse de l'impôt pour une partie des ménages sera contrebalancé par la dégradation de la qualité des services rendus à tous les citoyens, voire par une hausse du prix de l'accès à certains services.

### La défiscalisation des heures supplémentaires : faux semblant du gain de pouvoir d'achat

Le FN reprend ici une mesure appliquée par Nicolas Sarkozy, par ailleurs décrié par le parti d'extrême droite.

Une fois de plus, prétendant vouloir donner du pouvoir d'achat aux salariés, le FN évacue les questions fondamentales et néglige les effets pervers de cette mesure.

Si les salariés acceptent des heures supplémentaires, c'est parce que leurs salaires sont faibles. Si les salaires sont faibles, c'est parce que le patronat et les libéraux dévalorisent le travail afin d'augmenter les profits pour les actionnaires et les propriétaires des entreprises. Si les entreprises privilégient les heures supplémentaires, c'est parce qu'elles veulent donner plus à ces derniers.

En défendant les heures supplémentaires défiscalisées, le FN rejoint la droite, les libéraux et les sociaux libéraux pour qui le travail est un « coût » qu'il faut réduire.

De plus, comme les libéraux, le FN néglige les effets pervers de la « défiscalisation des heures supplémentaires ».

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, cette mesure a coûté 5 milliards d'euros par an, selon plusieurs études : 1,5 milliard d'euros de pertes des recettes au titre de

l'impôt sur le revenu et 3,5 milliards d'euros de pertes pour la Sécurité sociale au titre d'exonérations de cotisations sociales, dont 2,5 milliards pour les exonérations salariales et 1 milliard pour les exonérations patronales.

Ensuite, cette mesure a empêché la création d'emplois, surtout dans une période où le chômage augmentait. Selon une étude de l'OFCE, en 2011, l'exonération des heures supplémentaires aurait empêché de créer plus de 30 000 emplois. En tenant compte de ses effets financiers, les pertes d'emplois seraient comprises entre 52 000 et 95 000 postes.

Enfin, la défiscalisation des heures supplémentaires a développé la précarité. Selon une étude réalisée en 2010 par le ministère du Travail, 44 % des entreprises concernées utilisaient cette mesure comme alternative au recrutement en CDI ou CDD, et 52 % pour remplacer l'intérim.

### **Le FN s'oppose à une véritable valorisation du travail**

Le FN est un parti patronal, même s'il s'en défend et même si une partie du patronat – notamment au sein du Medef – s'en dissocie.

L'engagement patronal du FN est évident : pour le parti d'extrême droite, toute hausse des salaires est conditionnée à des mesures qui réduisent le pouvoir d'achat des salariés, ou qui les obligent à « travailler plus pour gagner plus ».

En réalité, FN et libéraux se rejoignent dans leur opposition à une véritable valorisation du travail. Cela explique l'hostilité de Marine Le Pen à la hausse du Smic. Le 25 janvier 2017, elle annonçait sur Europe 1 qu'elle ne proposera pas de hausse du Smic, car selon elle, une telle hausse « entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays. »

Voilà une autre preuve de l'engagement patronal du FN.

## UNE « MONNAIE NATIONALE » POUR MIEUX EXPLOITER LES SALARIÉS EN FRANCE

Le nouveau « programme » du FN ne mentionne pas clairement la sortie de l'euro, mais un retour à la « souveraineté monétaire » et la création d'une « monnaie nationale ».

Dans ce domaine aussi, la manœuvre est délicate. Le FN tient compte du fait que, malgré son mécontentement, la majorité des Français semble approuver l'euro en tant que monnaie. C'est pourquoi il n'évoque pas explicitement la sortie de l'euro, mais son raisonnement revient au même.

### Dévaluer la monnaie sans changer le système signifie dévaloriser le travail

Pourquoi le FN veut-il une « monnaie nationale » ? Pour pouvoir dévaluer la monnaie. Ainsi, le parti d'extrême droite reprend à son compte l'analyse libérale selon laquelle la dévaluation rend les produits nationaux moins chers par rapport aux produits étrangers, ce qui incite à réduire les importations, à produire dans le pays et, éventuellement, à exporter davantage.

Comme le patronat, le FN est obsédé par la « compétitivité prix ». Cette vision anti-salariale est conforme à ses propositions pour transformer le CICE (crédit d'impôt compétitivité-emploi) en exonération générale de cotisations sociales dites patronales et augmenter ces exonérations.

Dans l'optique des travailleuses/travailleurs, qui n'est pas celle du FN, le problème fondamental quant à la dévaluation de la monnaie est le suivant : en l'absence d'un changement de logique du système, la dévaluation de la monnaie équivaut à une dévalorisation du travail. Autrement dit, la valeur de l'heure travaillée en France sera diminuée par rapport à celle des pays avec lesquels elle entretient des relations commerciales. Par exemple, si une heure de travail en France permet d'acheter dix litres de pétrole brut, une dévaluation de 10 % signifie que l'heure du travail n'équivaut qu'à

9 litres du même pétrole. Par conséquent pour obtenir la même quantité de biens, on doit travailler plus. Il s'agit donc d'une dévalorisation du travail et d'une baisse du pouvoir d'achat des salariés.

La dévaluation de la monnaie pose aussi d'autres problèmes. Elle risque ainsi d'alourdir les charges de la dette publique, dont presque deux tiers sont détenus par des individus, entreprises ou financiers qui se trouvent hors de la France.

### Le FN attise l'hostilité et la mise en concurrence des travailleurs

Par ailleurs, le parti d'extrême droite dit vouloir renégocier les traités européens pour rendre à la France sa « souveraineté » et organiser un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne.

Il compte aussi créer, sous la tutelle de la Caisse des dépôts et consignations, un « fonds souverain » qui aura pour mission de protéger les entreprises françaises des « fonds vautours » et des OPA hostiles. Le FN compte donc réanimer le fameux « Fonds stratégique d'investissement » (FSI) mis en place par Nicolas Sarkozy, soi-disant pour les mêmes objectifs.

Comme dans d'autres domaines, en se cachant ici derrière la « souveraineté » et le « fonds d'investissement », le FN évacue le problème fondamental, à savoir l'exploitation des travailleurs par les détenteurs de capitaux. Ainsi, il fait le silence sur la stratégie des firmes en général et particulièrement celle des groupes mondiaux qui organisent leurs activités en fonction d'un seul critère : la rentabilité du capital, appuyée sur l'optimisation fiscale.

En même temps, le FN attise l'hostilité et la mise en concurrence des travailleuses/travailleurs sous couvert de la protection des intérêts nationaux. Dans cette perspective, il s'appuie et participe à

l'organisation d'une « internationale d'extrême droite » nationaliste, xénophobe, voire fascisante dans certains cas, et compte bien en tirer des bénéfices pour lui-même.

Ainsi, le 21 janvier 2017, Marine Le Pen s'est retrouvée à Coblenz (Allemagne) aux côtés des autres dirigeants de partis d'extrême droite européens. Ces partis convergent sur plusieurs thèmes chers au FN : le rejet de l'immigration, de l'Islam, des élites et de l'Europe, avec un discours « anti-système ».

Au cours de ce rassemblement, Marine Le Pen dit que « 2017 sera l'année du réveil des peuples de l'Europe continentale » et achève son discours par un « Vive les nations d'Europe, et vive l'Europe des nations ! ».

Ce geste en faveur de « l'Europe des Nations » permet au FN d'évacuer le sujet fondamental du contenu de « nations d'Europe » et de « l'Europe des nations ». Le FN, tout comme ses homologues européens, rêve d'une nation où les capitalistes nationaux exploitent tranquillement les travailleurs nationaux (et étrangers, dans la mesure où leur présence serait indispensable pour faire fonctionner la machine capitaliste et mieux exploiter les travailleurs).

Défendre les intérêts des travailleurs/travailleuses implique de poser d'autres questions : sortir de la mise en concurrence et établir des coopérations permettant de tirer vers le haut les normes sociales et environnementales tant en France que dans les autres pays.

Défendre les intérêts des travailleurs suppose également des droits d'intervention pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s sur les choix stratégiques des entreprises. Le FN s'y oppose.

### **Une « souveraineté monétaire » au service d'une politique autoritaire**

Le FN propose également que la Banque de France finance le Trésor. Là encore, le parti d'extrême droite évacue le sujet fondamental de la finalité des dépenses publiques.

Dans l'optique des travailleurs, il ne suffit pas de faire fonctionner la « planche à billets » : l'enjeu

fondamental demeure l'usage de cet argent. À titre d'exemple, l'État pourrait utiliser le recours à la « planche à billets » pour prendre en charge les exonérations de cotisations sociales des employeurs. Le FN ne s'y oppose pas, au contraire, il demande une hausse de ces exonérations.

Conformément à sa doctrine autoritaire, le FN propose de recruter 15 000 policiers et gendarmes, 6 000 agents des douanes et 50 000 militaires. Il veut aussi créer 40 000 places de prison supplémentaires. Ainsi, le financement du Trésor auprès de la Banque de France pourrait servir à construire des prisons, au lieu de créer des postes dans l'éducation, la santé, la culture..., domaines pourtant essentiels pour la cohésion sociale et l'avenir de notre société.

Compte tenu de ces données, des propositions telle que : « augmenter de 30 % le budget public alloué à la recherche », « nationaliser les sociétés d'autoroutes », ou « privilégier les entreprises françaises pour les commandes publiques si l'écart de prix est raisonnable » relèvent plutôt d'un effet de style.

Ainsi, en se cachant derrière la demande légitime d'une hausse du budget de l'État alloué à la recherche, le FN met en sourdine le fait que les dépenses de recherche-développement des entreprises privées sont particulièrement faibles en France.

Évidemment, l'engagement patronal du FN l'empêche de mentionner la responsabilité des entreprises privées dans la faiblesse de l'effort de recherche-développement en France. Voici une autre preuve du fait que le FN est fondamentalement un parti patronal.

## LES PROPOSITIONS DU FN SUR LA FISCALITÉ SONT PARTICULIÈREMENT FAVORABLES AUX RICHES ET AUX ENTREPRISES

En matière de fiscalité, comme dans les autres domaines, le FN surfe sur le mécontentement provoqué par la politique d'austérité poursuivie par les gouvernements successifs de droite et de gauche. Il entend faire passer des choix fondamentalement libéraux, prétextant qu'il veut en finir avec le « ras le bol fiscal », slogan mis en avant par les libéraux pour affaiblir notre modèle social.

### Avec les propositions du FN, le système fiscal devient plus injuste

Le FN dit vouloir réduire de 10 % les trois premières tranches de l'impôt sur le revenu.

Comme dans d'autres domaines, le parti d'extrême droite reste ambigu sur le sujet : le taux d'imposition de la première tranche est nul. En supposant que la proposition du FN concerne les trois tranches suivantes, cela représenterait 24 millions de foyers fiscaux. Les pertes de recettes pour les caisses de l'État seraient de l'ordre de 6 milliards d'euros par an.

L'expérience montre que la contrepartie de la baisse de l'impôt est la réduction des dépenses publiques utiles (éducation, santé, etc.). Le gain de pouvoir d'achat lié à la baisse de l'impôt pour certains ménages sera contrebalancé par la dégradation de la qualité des services rendus à tous les citoyens, voire par une hausse du prix de l'accès à certains services, notamment la santé, mais aussi, et de plus en plus, l'éducation.

Par ailleurs, le FN veut introduire une « contribution sociale sur les importations de 3 % » qui rapporterait 15 milliards d'euros par an. Cette proposition revient en fait, sans le dire, à mettre en place une « TVA sociale » que le FN dénonce verbalement. Elle réduirait le pouvoir d'achat des contribuables, y compris ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu. Ce qui aggrave le caractère déjà injuste de notre système fiscal compte tenu du poids relativement plus impor-

tant de la consommation dans le budget des ménages à revenus modestes.

### Le FN prend bien soin des riches

Parallèlement, le FN propose une série de mesures en faveur des riches et de sa clientèle historique, à savoir le petit patronat et l'artisanat.

Ainsi, il défend un taux d'impôt sur les sociétés à 15 % pour les TPE et un « taux intermédiaire » à 24 % pour les PME (contre 33 % actuellement).

Il veut également abaisser les « charges sociales » des TPE et PME, transformer le CICE (crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, avec un coût annuel de 20 milliards d'euros) en exonération générale de cotisations sociales des employeurs, et instaurer une exonération de cotisations pendant deux ans pour toute embauche d'un jeune de moins de 21 ans.

Ces recettes extrêmement favorables au patronat illustrent les convictions fondamentales du FN : il considère le travail comme un coût qu'il faut réduire. Inversement, l'intérêt général impliquerait, selon le FN, de bien prendre soin des propriétaires. De ce point de vue, le FN partage complètement la vision des libéraux qu'il prétend pourtant récuser.

L'engagement du FN à l'égard des plus fortunés s'observe également à travers les mesures destinées à réduire la taxation des grosses fortunes. Sous couvert de « renforcer la solidarité intergénérationnelle », le parti d'extrême droite veut établir la possibilité pour les plus fortunés de « transmettre sans taxation 100 000 euros à chaque enfant tous les cinq ans (au lieu de quinze ans actuellement) et en augmentant le plafond des donations sans taxation aux petits-enfants à 50 000 euros, également tous les cinq ans ».

Si le FN ne parle plus explicitement de la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), sa candidate évoque des

« *impôts à très faible rendement* ». Implicitement, c'est l'ISF qui est surtout visé.

### **Le FN s'oppose à une refonte du système fiscal dans l'intérêt des travailleurs**

Les propositions du FN montrent qu'il s'oppose à une refonte fondamentale de notre système fiscal dans l'intérêt des travailleurs. En particulier, en prétendant vouloir alléger le « fardeau » de l'impôt sur le revenu, il entend évacuer le débat fondamental sur la finalité de l'impôt et son usage pour répondre aux attentes et aux besoins des citoyens.

L'un des problèmes majeurs de notre système fiscal est le poids important des impôts indirects, notamment la TVA, ce qui le rend particulièrement injuste. L'impôt sur le revenu tient compte du revenu imposable des foyers. En revanche, la TVA est appliquée au même taux à tous les contribuables, quel que soit leur revenu ; elle pèse donc plus sur les ménages à revenus modestes. Or, le FN veut augmenter la TVA, donc rendre le système plus injuste encore. La baisse de l'impôt sur le revenu envisagé par le FN accentue cette

injustice, car le poids de la TVA dans le total des impôts va encore augmenter.

Un autre problème majeur de notre système fiscal est que grâce à l'optimisation fiscale, les grandes entreprises payent moins d'impôts relativement à leurs profits. Pour mettre fin à ces pratiques scandaleuses, il faut augmenter les moyens des services publics, sujet qui ne figure pas parmi les priorités du parti d'extrême droite. Au contraire, conformément à une demande patronale, le FN entend diminuer l'impôt sur les PME, ce qui réduirait les recettes de l'État et les moyens des services publics pour lutter, entre autres, contre la fraude et l'évasion fiscales. On voit bien que le discours du FN contre l'évasion fiscale n'est fait que de mots vides de sens.

Dans l'optique des travailleurs, l'impôt doit devenir plus juste. Il doit aussi être plus efficace pour accroître l'emploi et l'investissement productif. Le FN considère au contraire l'impôt comme un frein, un fardeau dont il faut se débarrasser. C'est sur cette vision libérale que le FN bâtit ses propositions, tout en prétendant qu'il défend les plus démunis.

## LES MENSONGES DU FN SUR LA « DÉFENSE » DE LA FONCTION PUBLIQUE

En 2011, le FN a engagé une inflexion forte quant à son rapport aux fonctionnaires. Cette inflexion s'inscrit dans la stratégie frontiste d'investissement de la question sociale. Dans ce cadre, le parti d'extrême droite s'érige en défenseur des services publics et de la Fonction publique.

Le 23 février 2011, Marine Le Pen a ainsi adressé aux agents de la Fonction publique une lettre dont l'objet est de « clarifier les choses » puisque « beaucoup d'entre vous ont cru de bonne foi que le Front national est votre ennemi, l'ennemi des fonctionnaires ».

### La préférence nationale est contre les principes fondamentaux des services publics

En parole, le FN affiche son attachement aux notions d'intérêt général, de protection, de solidarité.

Dans la réalité, la « priorité nationale », notion structurante de son projet, est totalement contraire aux principes fondamentaux des services publics et de la Fonction publique. La priorité nationale consiste en effet notamment à donner la priorité, voire l'exclusivité, aux Français-e-s pour accéder à un certain nombre de prestations de service public en matière de santé, de logement, de protection sociale, de politique familiale, etc. On est bien loin de la neutralité et de l'égalité de traitement, principes essentiels de la conception républicaine de la Fonction publique, sans lesquels l'intérêt général n'a pas de sens.

Les expériences locales de gestion municipale du FN ont d'ailleurs largement démontré que le parti d'extrême droite pratique une gestion clientéliste et partisane des services publics, et agit à l'inverse des principes directeurs de ces derniers.

Le FN promeut par ailleurs une conception centraliste et autoritaire de l'intervention publique, axée sur les missions dites régaliennes de l'État conçues comme des outils de contrôle social. Il se place ainsi à rebours du processus de décentralisation, indispensable pour

développer la démocratie de proximité, l'emploi et les services publics locaux. L'engagement n°6 du projet présidentiel du FN entend ainsi supprimer régions et intercommunalités dans l'objectif notamment de « réduire les frais de fonctionnement ». On voit bien que pour le FN, comme pour les libéraux qu'il prétend dénoncer, la priorité est la réduction des dépenses et non la réponse aux besoins des populations.

Tout en prétendant défendre les fonctionnaires et leur statut, Marine Le Pen prévoit « dans un souci d'égalité » « d'établir à deux jours le délai de carence dans le public et le privé pour le paiement des indemnités journalières d'assurance maladie » (engagement 86). Elle reprend ainsi à son compte une mesure populiste de Nicolas Sarkozy visant à stigmatiser les fonctionnaires, considérés comme des « privilégiés ». Il est utile de rappeler que la majorité des travailleurs ne sont pas assujettis à une ou des journées de carence et que la véritable inégalité réside dans le fait qu'une minorité de salariés du privé est concernée par ce mécanisme.

### Le FN veut monter les fonctionnaires les uns contre les autres

Marine Le Pen dénonce les conséquences des politiques menées en termes d'emplois, dans la police, la gendarmerie, l'armée, l'école, l'hôpital.

Les engagements n°13, 20, 24 et 121 de son projet présidentiel prévoient le recrutement de 15 000 policiers et gendarmes, 6 000 douaniers et 50 000 militaires. L'engagement n°68 prévoit d'augmenter les effectifs de la Fonction publique hospitalière.

Dans le même temps, dans une interview le 3 janvier 2017 sur RMC, Marine Le Pen réaffirme sa volonté de réduire le nombre des fonctionnaires territoriaux.

Le 8 janvier, elle déclare au *Parisien* : « Le nombre de fonctionnaires a énormément augmenté dans la fonction publique territoriale. En parallèle, on se retrouve avec un déficit de personnel dans un certain nombre de ser-

*vices de l'État. J'appelle donc à un rééquilibrage. Je ne vais pas dire "il faut en supprimer tant", cela n'a pas de sens. Je n'ai pas une vision comptable des choses, j'ai une vision politique. Je n'entends pas m'avancer sur des licenciements de fonctionnaires territoriaux. Je propose de les redéployer. Et si un problème de surnombre persiste, on agira sur le curseur du non-remplacement des départs à la retraite.»*

Tout en affirmant donc sa volonté d'un rééquilibrage global des effectifs de la Fonction publique, la présidente du FN entend renforcer ceux de la Fonction publique hospitalière et créer au moins 110 000 postes dans la Fonction publique de l'État sur les missions Armée/Police/Douanes – auxquels s'ajouteraient les postes correspondant à son engagement de créer 40 000 places de prison supplémentaires.

Inscrits dans un objectif global d'équilibre budgétaire, de tels volumes de création de postes sur les missions ciblées conduiraient inmanquablement à des suppressions massives de postes dans les autres secteurs. La Fonction publique territoriale est clairement ciblée mais les missions de l'État jugées « non prioritaires » par le FN feraient également les frais de sa politique.

L'application des engagements de Marine Le Pen conduirait à une reconfiguration profonde de la Fonction publique au service d'une conception sécuritaire, militariste et répressive de la puissance publique. Cela se ferait au détriment des politiques de proximité et de solidarité visant à préserver et renforcer la cohésion sociale.

### **Le FN compte poursuivre les politiques libérales, tout en les dénonçant verbalement**

Le FN s'inscrit dans la continuité et même l'aggravation des politiques à l'œuvre de déconstruction de la Fonction publique. Son projet est d'essence libérale et populiste. Il ne répond ni aux besoins des usagers ni aux préoccupations des agents. Il est contraire aux valeurs fondatrices de la Fonction publique et de la République et fait fi de l'intérêt général. Il n'apporte pas de réponse de progrès au problème fondamental de la répartition inégale des richesses produites par le travail, et de leur contribution pérenne au financement des missions publiques permettant de satisfaire les besoins essentiels de la population.

## LES MENSONGES DU FN SUR L'IMMIGRATION

Le FN fait de la stigmatisation des immigrés son fonds de commerce privilégié. L'immigration est présentée, tout comme l'Union européenne, comme une source de «*mauvaises dépenses publiques*», et les immigrés sont accusés de prendre le travail des Français, de coûter cher à l'État et à la Sécurité sociale, voire d'être à l'origine de la montée de la délinquance et de l'insécurité.

Ces accusations sont fausses et infondées. Il est illégitime, d'un point de vue éthique, d'aborder le sujet de l'immigration sous le prisme de calculs mesquins de pertes et profits. Il n'en reste pas moins que, même dans le cadre d'une telle analyse, les arguments du FN sont mensongers.

### **Les immigrés participent à la création des richesses et apportent aux pays d'accueil**

Les immigrés apportent avant tout la main d'œuvre dont l'économie a besoin. Par leur travail, ils participent à la création des richesses. De plus, leur consommation génère une demande pour les entreprises. Enfin, la réponse aux besoins des immigrés, comme ceux des autochtones, suppose le développement des services et des infrastructures publics, ce qui alimente aussi la machine économique.

La majorité des études et travaux menés sur les conséquences économiques générales de l'immigration sur les pays d'accueil convergent sur le fait que l'immigration a un effet positif sur l'ensemble de l'économie. Les rares études qui arrivent à la conclusion contraire reconnaissent que l'effet négatif est très faible, voire quasi nul.

La majorité des études confirme également que l'immigration a généralement un effet positif sur les finances publiques. Autrement dit, les immigrés apportent plus qu'ils ne coûtent aux caisses de l'État et de la Sécurité sociale.

Le FN présente les choses comme si les immigrés prenaient de l'argent dans les caisses de l'État, sans y contribuer. Un seul exemple pour illustrer son

cynisme en la matière : le FN ne dit jamais que les immigrés, comme les autochtones, paient l'impôt sous plusieurs formes : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation voire la taxe foncière, et surtout la TVA.

*Idem* pour ce qui concerne la Sécurité sociale. Les immigrés cotisent, y compris les «*travailleurs sans papiers*» : des travailleurs privés de droits car sans papiers, mais qui cotisent à la Sécurité sociale.

### **Contrairement aux diffamations du FN, les immigrés ne prennent pas le travail des Français**

Les études disponibles confirment également que s'agissant de l'emploi, il y a complémentarité entre les postes occupés par les autochtones et ceux occupés par les immigrés ; preuve que les immigrés ne prennent pas le travail des Français.

En revanche, les immigrés se trouvent généralement dans des situations plus fragiles, même si leur niveau d'étude tend à augmenter. Le patronat s'appuie sur cette fragilité pour peser sur les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salariés. Il n'en demeure pas moins que, selon les études disponibles, la présence des immigrés a un effet positif sur le salaire des salariés autochtones : elle permet aux autochtones d'occuper des postes généralement plus qualifiés et plus rémunérés.

Un autre mensonge du FN : l'immigration serait la cause du chômage en France. Par cette affirmation gratuite, le FN camoufle la vraie cause du chômage qui est bien la recherche des profits pour les actionnaires : si les entreprises licencient ou n'embauchent pas assez, c'est parce qu'elles veulent augmenter les profits.

De plus, toutes les études menées sur le sujet montrent qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre l'immigration et le chômage. Ainsi, les immigrés représentent 28 % de la population au Canada et 15 % en Allemagne. Le taux de chômage dans

ces deux pays est de 6 et 4 % respectivement. En France, les immigrés représentent 12 % de la population, alors que le taux de chômage est de 10 %.

Ce constat vaut aussi pour les flux plus récents d'immigration : dans les pays qui accueillent beaucoup plus d'immigrés que la France, le taux de chômage est nettement plus faible.

### **La discrimination à l'encontre des immigrés affaiblit les droits des salariés autochtones**

Au regard de ces réalités, on mesure l'ampleur du cynisme du FN lorsque, soi-disant pour préserver l'emploi des Français, il veut instaurer une « *taxe sur l'embauche de salariés étrangers* ». Il faut bien préciser que cette taxe existe déjà, ce qui n'a pas empêché que 6 millions de personnes soient exclus du travail et privés d'emploi en France.

Comme dans d'autres domaines, le FN entend ici camoufler la vraie cause du chômage. Par cette mesure discriminatoire, il compte dédouaner complètement le patronat qui décide de licencier ou de ne pas embaucher. C'est donc aux patrons de financer les indemnités-chômage et non aux salariés qui en sont victimes, indépendamment de leur origine.

Des exemples historiques montrent que dans les pays qui ont instauré des mesures discriminatoires envers les salariés selon leurs origines, tous les salariés, aussi bien les étrangers que les autochtones, se sont trouvés perdants. C'est par exemple le cas de l'Irlande du nord où, dans les années 1960-70, les salariés protestants bénéficiaient d'avantages au détriment des salariés catholiques. Ces discriminations, qui ont donné lieu à de grands mouvements pour la défense des droits civils et de l'égalité, n'ont pas empêché la crise de s'installer – notamment dans les chantiers navals de Belfast. Celle-ci a touché tous les salariés, indépendamment de leur origine. Les salariés ont connu misère, chômage, violence. Pendant ce temps le capital n'était pas inquiété.

De plus, les mesures discriminatoires sont contraires au droit international et aux normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui protègent les salariés, quelle que soit leur origine ou leur nationalité.

Combattre la mondialisation libérale nécessite plus de droits pour tous les salariés à travers le monde, sans discrimination. Remettre en cause ces droits, c'est fragiliser tous les salariés, parmi lesquels les salariés français que le FN prétend défendre.

Voilà une autre preuve de l'imposture du parti d'extrême droite.

# INDUSTRIE : UN PROGRAMME EN TROMPE-L'ŒIL

Dans leurs discours, certains dirigeants du FN se disent hostiles au « grand capital ». Mais cette « hostilité » ne fait pas l'unanimité parmi ses dirigeants, loin s'en faut.

Ce tiraillement du FN entre le « grand capital » et le « petit et moyen capital » s'observe aussi au sein du patronat et explique notamment les divergences au Medef quant à son positionnement vis-à-vis du FN.

Le fait que pour le parti d'extrême droite, la défense de l'emploi passe par l'application des mesures favorables au capital, tels l'allègement de la fiscalité sur le capital et la baisse des cotisations sociales des employeurs, montre son attachement au système de l'exploitation capitaliste.

Soulignons que la défense des entreprises du Cac 40 par le FN est contradictoire avec ses « cris » contre les marchés financiers dont il dit qu'il faut s'en libérer, car ces entreprises se rangent parmi les principaux vecteurs de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation libérale, décriées par le FN.

Généralement, le parti d'extrême droite rêve d'un capitalisme national et de taille moyenne. Cette tendance permet au FN de s'afficher, au gré des circonstances, comme « l'ennemi du grand capital ». Cela l'autorise à gagner plus d'audience auprès des « laissés-pour-compte » et des perdants de la mondialisation et de l'Europe libérales, tout en mobilisant les patrons dans le commerce, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises.

Sans défendre l'industrie, le FN fait des propositions qu'il pourrait présenter comme étant favorables à cette dernière. La liste ci-dessous recense ces propositions – recopiées pour l'essentiel à partir des revendications des progressistes. Comme dans les autres domaines, la manœuvre est délicate, car prises isolément, elles pourraient effectivement être considérées comme étant favorables à l'industrie. Mais en faisant le lien avec les autres propositions du FN et surtout avec ses conceptions fondamentales, l'ensemble devient contradictoire et sans cohérence – d'autant plus que

ces propositions ne sont pas assorties de mesures de financement.

Propositions ayant un impact plutôt direct sur l'industrie :

- soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...);
- moderniser et sécuriser la filière nucléaire française;
- refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim;
- interdire l'exploitation des gaz de schiste;
- développer des filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...);
- soutenir la filière française de l'hydrogène (énergie propre).

Propositions susceptibles d'avoir un impact sur l'industrie :

- maintenir le contrôle de l'État sur EDF;
- contrôler les investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de sûreté économique;
- réserver des commandes publiques aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable;
- réserver une partie des commandes aux PME;
- renationaliser les sociétés d'autoroutes;
- respecter les délais de paiement, pour l'État et les collectivités territoriales, en appliquant des pénalités réellement impératives et automatiques;
- libérer l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels;
- diviser par deux le taux d'intérêt maximum (taux d'usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises.

## LA PRÉFÉRENCE NATIONALE : SOCLE DE LA PROTECTION SOCIALE

Le noyau dur du programme de Marine Le Pen est conforme aux orientations d'extrême droite du FN : son socle est la préférence nationale. À celui-ci s'amalgament d'abord des propositions tirées des revendications du patronat, qui visent notamment à satisfaire les dirigeants de PME, et, ensuite, des propositions destinées aux salariés. Enfin, rien n'est dit de cohérent sur la manière dont ces mesures seraient financées.

### Le socle de la «préférence nationale»

On retrouve les propositions classiques du FN :

- supprimer l'aide médicale d'État qui permet de soigner les personnes sans-papiers, sous condition de stabilité de résidence et de ressources ;
- conditionner le versement du minimum vieillesse (à présent dénommé Aspa) à la nationalité française ou à 20 ans de résidence sur le territoire national ;
- mettre en œuvre «une vraie politique nataliste» réservée aux familles françaises.

Dans la même veine, on trouve d'autres propositions :

- instaurer une «prime de pouvoir d'achat» à destination des bas revenus et des petites retraites (moins de 1 500 € par mois). Cette prime serait financée par une contribution sociale de 3% sur les importations ;
- relever le numerus clausus des études médicales «pour éviter le recours massif aux médecins étrangers et permettre le remplacement des nombreux départs à la retraite prévus» ;
- supprimer la directive européenne «détachement».

### Des mesures destinées aux patrons, notamment ceux des PME

Un certain nombre de mesures s'adressent directement aux patrons des PME et visent à séduire cet électorat :

- «baisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative», les conditionner au maintien de l'emploi et y intégrer le CICE ;
- exonérer totalement les PME de cotisations sociales pour la première embauche ;
- réformer le compte pénibilité jugé «inapplicable dans sa forme actuelle» ;

- créer un bouclier social pour les travailleurs indépendants, en leur proposant le choix de s'affilier au régime général ou de conserver la spécificité de leur régime «après une refonte totale du RSI».

### Des mesures apparemment «de gauche»

Le programme du FN met en avant des mesures qui ont pour objet de s'acheter une image pseudo-sociale pour attirer l'électorat populaire, mais dont l'inspiration relève de la logique patronale. La plus emblématique de ces mesures est le retour de l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein.

On trouve également un ensemble de mesures qui concernent la santé :

- garantir la sécurité sociale pour tous les français ainsi que le remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'assurance maladie ;
- renforcer le contrôle des «fraudeurs», notamment en instaurant une Carte vitale biométrique ;
- lutter contre les déserts médicaux ;
- maintenir au maximum les hôpitaux de proximité et augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière ;
- baisser le prix des médicaments coûteux en développant les génériques ;
- créer un «5<sup>e</sup> risque de Sécurité sociale» consacré à la dépendance ;
- revaloriser l'Allocation adulte handicapé.

### Un programme qui n'est pas financé

Rien n'est dit de cohérent pour financer ce programme, en particulier pour le retour de la retraite à 60 ans. Au contraire, le FN propose de nouvelles baisses de «charges» pour satisfaire aux injonctions patronales.

Au chapitre financement, on trouve surtout la suppression de l'aide médicale d'État, diverses actions de luttes contre la fraude – Carte vitale biométrique fusionnée avec la carte d'identité et «lutter contre la gabegie financière» – et l'investissement dans le numérique.